

L'on dénonce au Brésil que la persécution contre Lula fait partie de l'agenda politique du coup d'état



Brasilia, 13 juillet (RHC)- Des parlementaires du Parti des Travailleurs ont relevé que le Brésil tout entier sait que la persécution déclenchée contre l'ex président Luiz Inacio Da Silva « Lula » fait partie de l'agenda politique du coup d'état qui a évincé du pouvoir l'ex présidente constitutionnelle Dilma Rousseff.

Dans une déclaration au sujet de la sentence de 9 ans et demi de prison dictée par le juge fédéral Sergio Moro contre Lula, le groupe de députés du Parti des Travailleurs au Congrès National a souligné qu'en condamnant Lula, l'on condamne la démocratie et l'on essaie d'ignorer la volonté du peuple.

Le communiqué lance une mise en garde contre les claires intentions d'éviter que Lula présente sa candidature aux élections de 2018 pour lesquelles tous les sondages lui donnent les pourcentages les plus élevés d'intentions de vote.

Dans une autre partie, la déclaration des députés fédéraux et des sénateurs du Parti des Travailleurs indique que les dossiers d'accusation des procureurs de l'opération

anti-corruption Lava Jato, dont le juge Sergio Moro tire les ficelles à sa guise, reconnaissent qu'il n'y a pas de preuves matérielles contre l'ex président.

Des avocats de la défense de Lula ont également indiqué que ce dernier a été victime d'un procès politisé qui attaque l'État de droit et la démocratie brésilienne.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/135415-lon-denonce-au-bresil-que-la-persecution-contre-lula-fait-partie-de-lagenda-politique-du-coup-detat>



Radio Habana Cuba